

GOUDJIL COORDINATEUR DES REDRESSEURS :

Voilà pourquoi Belkhadem doit s'excuser

La réaction du coordinateur du Mouvement de redressement aux propos de Belkhadem ne s'est pas fait attendre. A ce dernier, qui s'excusait d'avoir mis Goudjil en tête de liste à Sétif, l'intéressé répond que Belkhadem a raison de s'excuser auprès des militants mais pour les pratiques antidémocratiques au sein du parti.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Pas de trêve entre redresseurs et direction du FLN. Le coordinateur du Mouvement de redressement a vivement réagi aux propos de Belkhadem. Il lui recommande de s'excuser non seulement auprès des militants mais également de tout le peuple algérien pour avoir dit que ce dernier n'était pas assez mature pour la démocratie.

Aux militants du FLN, il lui recommande de demander pardon pour toutes les pratiques antidémocratiques au sein des mouhafadas et des kasmats et pour l'exclusion des «vrais» militants du parti.

Le coordinateur des redresseurs avait, hier, une autre rai-

son de répliquer à Belkhadem. En effet, selon Goudjil, le secrétaire général du FLN a adressé une note à l'ensemble des wilayas dans laquelle il demande à la base de le plébisciter de manière publique. Il est demandé aux militants d'adresser des demandes à la direction afin que soient traduits devant le conseil de discipline les redresseurs, à leur tête Saleh Goudjil. Une perspective qui ne semble pas inquiéter le coordinateur des redresseurs qui, dit-il, a un calendrier à respecter.

Le Mouvement de redressement pense, en effet, d'ores et déjà aux prochaines échéances électorales. Selon son premier responsable, le mouvement



Salah Goudjil, coordinateur du Mouvement des redresseurs.

s'adaptera aux dispositions de la loi sur les partis en convoquant soit un congrès ordinaire, soit un autre extraordinaire. En atten-

dant, une commission a été installée pour préparer et le congrès et les législatives. Une question reste en effet à tran-

cher : les listes qui seront présentées le seront-elles au nom du FLN ou en tant qu'indépendants ? Une commission s'attelle à préparer le programme qui sera présenté pour la campagne électorale.

Le Mouvement de redressement tente en même temps de régler un autre problème : celui de l'impossibilité de tenir des rencontres dans des lieux publics.

Goudjil avertit : si les embûches persistent, il n'est pas certain, dit-il, de pouvoir canaliser les militants du mouvement qui risquent à tout moment de prendre d'assaut le siège national et ceux des mouhafadas. Il se dit néanmoins toujours ouvert au dialogue, appelant les membres du comité central du FLN, les députés et les sénateurs à «prendre leurs responsabilités» et à se mettre du côté des vrais militants.

N. I.

IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE

Où s'achève la jouissance légale et où commence l'abus ?

L'immunité, ce privilège dont bénéficie le parlementaire, est-elle liée à une mission bien déterminée ou est-elle absolue, c'est-à-dire valable en tout lieu et en toutes circonstances durant le mandat parlementaire ? Soumise à débat, hier, au cercle national de l'armée de Beni Messous, elle s'est révélée franchement problématique. Paroles de spécialistes.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - En déclinant cette identité professionnelle qui le prémunit contre les arrestations policières et les poursuites judiciaires, le parlementaire jouit-il légalement d'un droit consacré ou fait-il une extension abusive d'un privilège circonscrit à des situations déterminées ?

La législation algérienne dispose que l'immunité parlementaire est en rapport avec le statut du parlementaire et non avec le parlementaire lui-même. Ce que certains traduisent par une réduction de la validité de l'immunité parlementaire aux strictes missions liées à l'accomplissement du mandat, genre activités au sein de l'hémicycle et autres missions de contrôle hors enceinte parlementaire. Autrement dit, dans l'intervalle, le parlementaire n'a plus son bouclier de protection. D'autres, s'inscrivant à l'opposé de cette interprétation, comprennent l'immunité parlementaire comme privilège constitutionnel valable en tout lieu et en toutes circonstances pendant tout le mandat parlementaire. Les trois communicateurs invités à faire cas de leurs sciences relativement à cette notion, en l'occurrence les professeurs Lamine Chériet, Nacer Boughazla et Saïd Mokadem, SG du conseil consultatif de l'UMA, n'ont pu s'accorder sur une seule et même définition. Nullement étonnant que les avis ne trouvent pas de point de convergence, tant est que les référents légaux en la matière se résument aux énoncés génériques dans la Constitution (articles 109, 110 et 111). De plus, la chronique parlementaire nationale

n'a, depuis la première Assemblée à ce jour, consigné aucun cas de levée d'immunité parlementaire, lequel aurait été à même d'impulser la réflexion autour de la problématique. La notion est demeurée donc floue, du moins approximativement comprise. Y compris par les parlementaires eux-mêmes. Un flou et des incompréhensions, pense Lamine Chériet, qui auraient été assurément levés si les dispositions constitutionnelles relatives à l'immunité parlementaire avaient été explicitées dans une loi organique. D'ailleurs, cela devait être le cas. Mais les pouvoirs successifs n'ont pas jugé impératif de le

faire. Le professeur préconise-t-il aussi que la révision prochaine de la Constitution prenne en charge la problématique ? D'autant plus que même les juges et les procureurs restent peu renseignés sur les domaines d'applicabilité de cette notion. Mais est-ce véritablement cela qui a fait qu'aucune demande de levée de l'immunité parlementaire à l'encontre d'un député ou d'un sénateur n'a jamais été formulée par les juges et les procureurs ? La réponse nous vient peut-être de Bouguetaia qui a consommé trois mandats parlementaires sous la bannière FLN. Pour lui, la levée de l'immunité parle-

mentaire ne peut advenir, étant donné que l'Assemblée à qui il revient en dernier ressort de le faire ne votera pas contre l'un de ses membres.

Pour rappel, la procédure suppose que pour la levée de l'immunité parlementaire, le procureur saisisse le ministre de la Justice qui, à son tour, saisit le bureau du Parlement qui, en dernier ressort, soumet la demande au vote de la plénière.

La levée de l'immunité n'est prononcée que lorsqu'elle est votée par au moins un tiers des membres de la Chambre parlementaire concernée.

S. A. I.

CONFÉRENCE D'«URGENCE CONTRE LES GUERRES D'OCCUPATION ET LES INGÉRENCES»

La déclaration d'Alger adoptée

Le manifeste d'Alger contre «l'ingérence et les guerres contre les peuples» a été adopté, hier, à l'unanimité des participants à la conférence d'urgence «contre les guerres d'occupation, contre l'ingérence dans les affaires internes des pays et la défense de l'intégrité et de la souveraineté des nations». La déclaration, lue par M^{me} Louisa Hanoune, se veut un message lancé «à tous les peuples du monde».

Abder Bettache -Alger (Le Soir) -C'est en fin de journée d'hier qu'a pris fin la conférence organisée conjointement par le Parti des travailleurs (P.T) et l'UGTA «contre les guerres d'occupation». La dernière journée de cette conférence a été marquée par l'adoption de la déclaration finale dans laquelle les participants ont exprimé leur «rejet de toutes les guerres impérialistes d'occupation et de pillage porteuses de barbarie, de décomposition, de régression et de chaos». Les participants ont également exprimé leur «opposition franche aux ingérences étrangères qui

confisquent les souverainetés populaires» et réaffirmé «le droit imprescriptible du peuple algérien à décider librement de son avenir, sans ingérence extérieure». La déclaration finale, lue par la secrétaire générale du Parti des travailleurs et, par ailleurs, présidence de la conférence, fait état du «refus des participants que soient anéanties les réalisations de la civilisation humaine, dont l'existence des nations, condition pour la démocratie».

La déclaration, appelée à être signée par l'ensemble des participants, indique que les participants sont «fondés pour accuser les grandes puissances et les institutions à leur service de mettre en danger la continuité de l'humanité par les guerres, la famine, la destruction des conquêtes sociales qui matérialisent le progrès humain». «Nous qui, dans nos pays respectifs, militons pour le droit des peuples à vivre en paix et dans la dignité, à décider librement de leur présent et de leur avenir par l'exercice des droits démocratiques, proclamons notre détermination à combattre les atteintes à la souveraineté des nations et des peuples, le pillage de leurs richesses naturelles», lit-on dans le docu-

ment. En somme, les participants à cette conférence ont décidé, souligne le document, de «se constituer en comité de veille pour préparer la tenue d'un tribunal international de type Bertrand Russel pour, sur la base de faits, dresser un acte international d'accusation contre les responsables et les fauteurs de guerre d'occupation/pillage de destruction des nations, coordonner l'action unie et réagir ensemble pour la défense de l'intégrité et la souveraineté des nations, organiser la mobilisation unie contre la guerre et pour que les budgets de la guerre soient utilisés pour le développement socioéconomique, organiser la mobilisation unie contre les plans meurtriers du FMI et la Banque mondiale (...) et l'annulation de la dette extérieure, considérée comme un instrument de saccage des économies nationales des pays opprimés et de mise sous tutelle des Etats et des nations».

Il est à noter qu'avant l'adoption de la déclaration finale, le secrétaire général de l'UGTA a pris la parole pour mettre à nu le dysfonctionnement enregistré dans la solidarité internationale.

A. B.